



Madame La Directrice Académique, Mesdames et Messieurs  
les membres du CTSD,

Avant de rentrer dans le détail des propositions, permettez nous d'abord quelques remarques plus générales sur les orientations prises par le nouveau gouvernement.

En premier lieu la dotation attribuée à la Charente, plutôt le retrait de poste, tranche avec celle des années précédentes. En effet, nous nous étions bien habitués à voir arriver des postes au niveau académique et/ou départemental (+ 10 postes pour le département à la rentrée dernière) malgré une baisse du nombre d'élèves régulière et importante.

Certes les moyens ne font pas tout et ce n'est pas l'Unsa qui vous contredira sur ce point, mais dans un département où la difficulté scolaire et sociale est majeure, cet élément n'est pas à prendre à la légère. Priorité à l'éducation... Mon œil !!!

En second lieu, nous tenons à dire que les orientations qui guident ces cartes scolaires sont dogmatiques : en effet, en dehors du CP ou CE1 dédoublé, point de salut possible.

La transformation des PDMQDC en poste classe dans les REP et REP+ sans consulter les équipes est une négation de l'expertise pédagogique des enseignants des écoles, et des équipes de circonscription. Cette orientation pose très clairement la prépondérance d'un dispositif sur l'autre alors même qu'aucun élément scientifique ne peut l'étayer.

Monsieur Blanquer affirme pourtant son attachement aux sciences et à une démarche rigoureuse...

Ensuite, nous souhaitons vous alerter à nouveau sur la situation de notre département. Une fois encore, nous nous appuyons sur des éléments objectifs puisqu'il s'agit de ceux fournis par la DSDEN 16 et l'INSEE. Ils montrent que près de la moitié des collèges relève des critères de l'éducation prioritaire. Une mesure nationale nous indique même que 70 % des élèves en difficulté scolaire et sociale ne sont pas scolarisés en éducation prioritaire. La difficulté sociale et scolaire n'est donc pas seulement dans les REP et REP+. Il est important de prendre en compte cette donnée pour établir les propositions de création et de retrait de poste.

Pour l'Unsa Education, n'en déplaise à certains, le mot fermeture n'est pas tabou.

Cependant, ne vous réjouissez pas trop vite, Madame La Directrice Académique, nous ne vous ferons pas ici une liste de postes à retirer.

Ce trait d'humour nous amène cependant à une remarque plus sérieuse.

En effet, nous constatons avec surprise qu'alors que certaines écoles sont en vue, d'autres disparaissent totalement des radars, qu'il s'agisse d'ailleurs, de création ou de suppression.

L'équité dans le traitement des différentes situations est un point sur lequel, l'Unsa Education, en organisation responsable, sera extrêmement vigilant.

Rassurez vous, nous avons une liste de création à vous proposer.

Pour en finir, avec la carte scolaire, nous répéterons avec constance et persévérance qu'il est urgent de prendre en compte la spécificité des établissements du premier et du second degré qui accueillent une ULIS.

A titre d'exemple, des effectifs trop importants en 6ème et en 5ème empêchent l'inclusion de ces élèves à besoin particulier dans des conditions normales. Ce n'est pas acceptable, c'est la loi.

Passons maintenant à un sujet houleux, celui des rythmes scolaires.

Nous tenons à rappeler ici que L'Unsa Education s'est toujours montrée favorable à une semaine à 5 matinées.

Nous ne vivons pas dans un monde de Bisounours et connaissons les difficultés de mise en œuvre d'une telle organisation.

En revanche, dans de nombreux endroits, ça marche et l'ensemble des partenaires souhaitent maintenir la semaine à 4 jours et demi.

Dans d'autres territoires, des contraintes importantes ou des choix politiques marqués amèneront inéluctablement à la mise en place d'une semaine à 4 jours.

Nous souhaitons, comme vous l'avez précisé, que cette dernière se face autour d'un consensus fort comme le dit le décret et que ces organisations puissent être rediscutées tous les ans à l'aune des améliorations à apporter et des résultats des élèves.

Quant au TAP, plus généralement ce qui se passe en dehors des apprentissages, nous pensons que ces temps peuvent être simples. Nul besoin d'intervenants spécialisés coûteux, de projets exigeants qui amèneront à une surcharge cognitive évidente ; lecture offerte, sieste et jeux de société ... peuvent être une alternative profitable et agréable à l'image du quart d'heure charentais dans le second degré.

Enfin, nous tenons à saluer ici le travail présenté en GT sur la répartition des moyens RASED.

Il permet en effet de mieux rééquilibrer les moyens sur l'ensemble du territoire. C'est un travail rigoureux et de qualité.

Mais ... il a le mérite de montrer également à quel point la pression sur ces personnels est forte au regard du nombre d'élèves par réseau d'aide, par psychologue, par maître G et maître E.

Nous ne pouvons pas faire l'impasse sur cette revendication ancienne et malheureusement récurrente.